



**VOUS ÊTES
PRIORITAIRES**

VERS DE NOUVEAUX HORIZONS

Frédéric Lefebvre

UIP blisher

VOUS ÊTES PRIORITAIRES

Frédéric Lefebvre

UPblisher.com



Illustration de couverture réalisée par Alexandre Malheiro

<http://www.malheiro-art.com/>

Dédicace

Aux Français.

Vous êtes ma priorité.

À la France.

Comment trouver sa place dans un monde qui bouge si
rapidement. Donner du sens...

À Aung San su Kyi et Nelson Mandela.

Une femme et un homme d'exception dont les vies sont
consacrées à la liberté et l'unité des peuples.

Prologue

Le monde est en mouvement.
Les citoyens sont désorientés.
La politique ne crée plus d'espoir.

Quelle Gouvernance ? Quelle Opposition ?
Quelle espérance ?

Autant de questions auxquelles nous devons nous
efforcer de répondre.
Autant d'interrogations qui imposent une métamorphose.

L'opposition d'aujourd'hui est le résumé d'un malaise
profond qui fait craindre une unité fragile. Elle
m'inquiète. Elle inquiète ses propres électeurs !

En 2007, avant l'échéance présidentielle, l'UMP est
mobilisée, pleine d'énergie. Elle trace le chemin.
Notre famille rassemble, autour d'un leader incontesté,
toutes les tendances de la droite :
Conservatrice, Libérale, Centriste.

Cinq ans de pouvoir, de rupture, parsemés d'engouement
ou d'incompréhension, d'adhésion ou de défiance.

En 2012, la défaite sonne comme un coup de tromblon puissant. L'UMP est rapidement orpheline. À terre.

Entre 2012 et 2014, nous avons laissé partir monsieur Borloo.

Ce dernier commençait-il à faire de l'ombre ? C'est en tout cas le début d'un long processus de dégénérescence.

Notre famille a laissé filer les législatives. Le Premier ministre sortant et le Secrétaire général adoptent de concert une stratégie qui s'avérera perdante.

Annoncer après la victoire de monsieur Hollande le refus de la cohabitation...

À l'époque, je suis bien seul à [défendre](#) une [cohabitation d'unité nationale](#) sur Télématin.

Pour agir. Pour faire.

Additionner l'aspiration au changement exprimée par les Français à l'expérience de la gouvernance contre la crise.

Alors, pourquoi ne pas se battre pour gagner ?

Par défaitisme ?

Car déjà, l'idée que l'autre puisse devenir Premier ministre de cohabitation est insupportable ? Certains feront le calcul qu'il vaut mieux anticiper une défaite annoncée et se battre pour prendre la tête du parti.

Nous perdons. Largement.

Alors commence en juillet 2012, une bataille organisée pour la présidence de l'UMP.

Loin de se concentrer sur l'essentiel, la France.

Une farandole de menaces, d'intimidations.

Quelques-uns décident d'aller sous leurs propres couleurs mais ne parviennent pas à réunir les signatures ou prétendent les avoir réunies, mais décident finalement de ne pas se lancer.

Un ancien Premier ministre se positionne en sauveur du parti, prêt à se dévouer pour l'union.

À l'époque, après ma législative perdue, je décide de ne soutenir aucun candidat, au nom de l'unité, pour m'investir en cas de joute brutale prévisible, dans un rôle de pacificateur.

Ne soyons pas naïfs. La compétition est intrinsèque à la politique. L'affrontement peut être vif, mais il ne doit jamais être à contretemps.

À cinq ans de l'échéance, vouloir ranger les uns, aligner les autres, derrière le futur candidat était un non-sens.

Le résultat fut au-delà de mes craintes. Les autres prétendants raccrochent les gants. De mauvaise grâce. Refusant alors de s'aligner derrière messieurs Fillon ou Copé.

Le duel a donc lieu. Il est sanglant. Les deux hommes se blessent, à mort, mais sans qu'il y ait de victime.

Ou plutôt si. C'est l'UMP qui est alors victime de cet essai balbutiant et brouillon de démocratie. Comme tant de Français, j'ai mal.

Pour donner le change, nous créons les courants. La diversité plutôt que l'unité.

Un positionnement sur les hommes, les racines, les fidélités, mais pas sur les idées.

Encore aujourd'hui, je refuse catégoriquement de rentrer dans l'un ou l'autre. C'est déjà un peu l'âme de l'UMP qui commence à s'éteindre.

Nous sommes quelques-uns, messieurs Michel Barnier, Gilles Carrez et moi-même, à essayer de ramener les uns et les autres à la raison.

Les amis de monsieur Juppé le poussent à prendre le parti à l'ancienne. Le fruit est mûr...

L'ancien Premier ministre est réticent à ce scénario.

[Moi aussi.](#)

S'en suit un « Yalta » à l'UMP.

Puis le début de la guerre froide.

Les élus sont dans un premier temps soulagés, mais ne mesurent pas encore combien l'ambiance va rapidement devenir pesante.

Lors de la première réunion de groupe après mon élection j'assiste à la bataille rangée entre les supporters de l'un et les supporters de l'autre. Sur la question de l'écotaxe.

Effaré, je quitte la réunion après que mon voisin me dit : « Ça s'est beaucoup calmé... »

Alors que je reviens d'une campagne où pendant 4 mois j'ai travaillé avec les Français, loin de ce marécage politique, j'ai perdu l'habitude. Bien m'en fasse.

Cette campagne où je dois affronter monsieur Giscard d'Estaing fils, représentant l'UDI et un illustre inconnu poussé par ma propre famille politique avec la promesse de sa réintégration lorsqu'il m'aura battu...

Mon investiture ne sera communiquée qu'un mois après la décision... le temps d'installer le « bazar » dans ma circonscription.

Cette campagne est un grand moment de solitude politique. Je me ressource.

L'occasion pour moi de bâtir ma campagne au-delà des responsables de notre mouvement, avec des Français venus à ma rencontre, avec des militants courageux, impatientes de s'engager, avec des acteurs économiques et sociaux...

Est-ce ma proximité avec Nicolas Sarkozy qui me vaut ce traitement de défaveur ?

Est-ce mon refus de m'engager derrière l'un ou l'autre ?

Peu importe. Cela dénote un esprit vandale.

L'un comme l'autre viendront me soutenir aux États-Unis. Certes, chacun de son côté. Mais j'apprécie le geste. Ma candidature participe à cimenter une unité si

fragile. La perspective de la victoire est un puissant fédérateur. En tous les cas, les apparences sont sauvées...

À mon retour à l'Assemblée Nationale, les députés dits de base, je préfère les qualifier d'enracinés, sont sincèrement heureux. Leurs témoignages me touchent.

Ce retour est le fruit politique d'un magnifique rassemblement des Français à l'étranger.

Malgré l'abandon et la division politique que j'ai expérimentés.

Quelle richesse d'être là, dans l'ambition d'entendre, de défendre et de soutenir nos concitoyens.

Je mesure rapidement le désarroi de mes collègues.

Ils n'en peuvent plus de l'ambiance délétère de cette opposition compartimentée, fragmentée, désunie. Ils sont tellement loin, comme les électeurs qu'ils côtoient tous les jours, de ces batailles entre egos irréconciliables.

Alors on calme les esprits en distribuant les prébendes : 100, 200, 300 secrétaires nationaux. Peut-être plus. Des vice-présidents, des délégués généraux, des secrétaires généraux si nombreux que personne ne retient leur nom.

Monsieur Jean-François Copé me propose de rentrer dans cette équipe. Je lui explique que je préfère mettre mon énergie à bâtir un projet dans mon Think tank. Il comprend.

Je lui précise que cela ne m'empêchera pas de venir au petit déjeuner du mardi quand il m'y invitera.

Cela n'arrive jamais.

J'apprends que messieurs Fillon et Copé ont décidé de figer cet organe après leur accord...

C'est ainsi que je ne suis pas invité au séminaire du 18 décembre 2013 sur le projet.

Cela tombe bien, je suis aux États-Unis...

Puis au retour des vacances, alors qu'à Télématin, le 1^{er} janvier 2014, je répons « [Chiche](#) » aux vœux du Président de la République, un long silence s'installe. Le Figaro titre : « Lefebvre se démarque de l'UMP »

Jusqu'à ce que trois jours après, messieurs Raffarin et Lemaire, madame Péresse, reprennent le même mot.

L'AFP le souligne. Les éditorialistes aussi.

Quand, au lendemain de la conférence de presse de monsieur Hollande, monsieur Baroin prononce à son tour le mot « Chiche », il provoque l'irritation de quelques-uns...

[France-Info](#), d'abord, le 21 janvier 2014, puis le Petit Journal finiront par s'amuser de cette mode du « chiche » qui gagne même la gauche.

Et s'il s'agissait d'un tournant. Du Gouvernement. De l'Opposition aussi.

Alors que se trame dans l'arrière-cour de l'UMP une autre combinaison, pour imposer les primaires à un Nicolas Sarkozy dont le retour est sur toutes les lèvres.

De quoi justifier un fauteuil dans le bureau politique à ceux qui imposeraient cet obstacle à celui qui semble de plus en plus incarner l'espoir dans le cœur de beaucoup de Français. Copéistes et Fillonistes font donc une petite place à ceux qui font ainsi leur propre jeu.

Naît alors l'accord pour le bureau politique. C'est sans compter l'ire de quelques-uns qui décident de casser la baraque.

Certains, tout aussi furieux, préfèrent rester silencieux. Ils attendent leur heure.

Pour ma part, loin de ces agitations d'appareil, je décide en cette veille de Conseil National, compte tenu de la proximité des municipales, de ne pas faire connaître mon désaccord avec un pan entier du programme qui se dessine.

Je ne veux pas fragiliser nos candidats. J'ai déjà dit mes [réserves](#) sur les symboles éloignés du concret, quelques semaines auparavant, lors du [bilan autocritique](#) du dernier quinquennat organisé par l'UMP, le 17 octobre 2013.

Monsieur Juppé, candidat à Bordeaux, avec qui j'ai plaisir à échanger, prend ses distances. Il le dit. Monsieur Baroin lui emboîte le pas.

Alors je décide de ne pas me rendre à ce Conseil National où va être présenté un projet non débattu collectivement et désigné un bureau politique verrouillé à l'avance. Est-ce vraiment digne de l'UMP ?

Je ne reconnais plus l'UMP qui, en 2007, organisait sur chacun des thèmes de Gouvernance, avec les députés et les sénateurs spécialistes de ces questions, des débats préparatoires à des conventions ouvertes.

Les échanges étaient vifs. Ils donnaient naissance à un projet ouvert, divers.

Je lançais ensuite, pendant la crise de 2009, les ateliers du changement. Toutes les sensibilités s'y retrouvaient. Les acteurs de la société civile aussi.

Au lieu de cela, courants et baronnies asphyxient l'UMP, qui ne se préoccupe pas de rechercher un terrain d'entente avec l'UDI, devenue « Alternative » depuis que messieurs Borloo et Bayrou décident très heureusement de se rapprocher. L'unité du centre doit être soutenue.

J'écris le 9 janvier 2014 au [Président de l'UMP](#) ainsi qu'à [celui de l'UDI](#) sur les Européennes. Pour souligner combien les Français attendent l'unité. Réaliste, je demande au minimum une unité de stratégie à défaut d'unité de liste.

Je suggère, a minima, un nom partagé qui figurerait sur les deux listes.

Pas de réponses à mon courrier....

Monsieur Borloo a la courtoisie de me dire oralement qu'il réfléchit...

Depuis, chacun sait qu'il a très justement donné priorité à son combat pour la vie. Qu'il nous revienne vite et emplie de cette énergie créatrice qu'on lui connaît.

Pour la France, l'Unité. Tel est le thème de mes [vœux en ce début janvier 2014.](#)

Mais pour ce faire, il faut commencer par adopter cette démarche entre nous.

Au lieu de cela, l'UMP n'est-elle pas en train de devenir le PS des courants, en pire ?

Et nos chemins avec l'UDI qui ne cessent de s'écarter...

C'est, alors, ce qui nous amène, monsieur Maurice Leroy et moi-même, tous deux anciens ministres du Président Nicolas Sarkozy, à lancer un appel en commun à une stratégie commune de l'UMP et de l'UDI, nos formations politiques respectives, pour les élections européennes. Nous sommes à quatre semaines. Il n'est pas trop tard pour adopter un dénominateur commun. Nous proposons :

« Pour une nouvelle Europe ».

Lui qui défend depuis le début des listes séparées, moi qui défends depuis le début une liste unique, nous nous retrouvons pour plaider en faveur d'un geste clair et

significatif envers les électeurs et les observateurs, illustrant notre aspiration « [à travailler ensemble](#) » au Parlement européen. Que le 25 mai au soir nos scores soient naturellement additionnés, que les listes « Pour une nouvelle Europe », arrivent ensemble devant la liste du front national.

C'est tout sauf un artifice car, chacun le sait pertinemment, nous travaillerons ensemble. Ce qui est artificiel, au nom de petits calculs politiques, c'est d'exagérer nos désaccords. Pas d'additionner nos différences comme nous le faisons également au Parlement français ou dans les collectivités locales...

Monsieur Yves Jégo, qui assume la présidence par intérim, [me répond enfin](#). Une aimable fin de non-recevoir. Alors que le FN est maintenant donné systématiquement gagnant dans les sondages, l'opposition s'apprête à se désintégrer, telle deux TGV lancés dans une course folle, fonçant « à pleine vitesse » dans le mur de la désunion. Un mur infranchissable. Que nous construisons nous-mêmes.

Poussés par un instinct de folie inqualifiable. Irréfragable.

Mon cri n'est en rien une volonté de me démarquer. Je veux de toutes mes forces sauver l'Opposition d'une dérive *mortifère*. Il nous faut réagir. Et vite. Collectivement. Avec des débats, voire des controverses.

Avec du respect de chacun d'abord. Avec un jeu collectif ensuite.

J'aime ma famille politique dans laquelle je me sens bien. J'aime l'engagement total de nos militants.

J'aime cette force, cette énergie, cette volonté qui se dégagent d'un parti, qui puise sa richesse dans ses racines diverses, dans ses identités. Qui a su être imbattable dans l'unité. Qui a incarné l'espérance.

Renouons avec une sincérité qui touche le cœur des Français. Rassemblons-nous. Engageons avec nos amis de l'UDI/Alternative des « Forums de l'opposition ». Imaginons ensemble. Innovons ensemble. Débattons ensemble.

[Remanions l'opposition](#) comme je l'appelais de mes vœux au lendemain des élections municipales.

Future majorité, nous gouvernerons ensemble.

Redonnons la priorité aux Français.

Au lieu de nous occuper exclusivement de nous, c'est à nos compatriotes qu'il faut donner l'exclusivité.

« Rompons avec les dérives égocentriques. »

Alors l'opposition sera de retour.

Elle pourra incarner une alternative. Une nouvelle espérance.

Pas avant...

Chapitre 1

VERS DE NOUVEAUX-HORIZONS

Alors que les Français m'ont fait confiance aux États-Unis et au Canada, je décide de m'engager pleinement pour eux et pour la France.

Finie la facilité.

Finis les bons mots sur l'adversaire.

Fini le grain à moudre aux médias qui incarnent la société de l'immédiateté.

Déjà, cette campagne je l'ai menée à l'opposé des conseils nombreux et unanimes de mes pairs.

« Tu mènes une campagne de referendum anti-Hollande, tu ne parles pas de toi et de ton projet. Et tu ramasses la mise. »

Je fais exactement l'inverse.

Je parle de moi. Car même si beaucoup de Français connaissent l'ancien porte-parole de l'UMP ou l'ancien ministre de Nicolas Sarkozy, peu me connaissent vraiment.

Trente ans de vie politique. Un apprentissage auprès de monsieur Chaban-Delmas. Une rencontre décisive avec

monsieur Sarkozy. Une expérience solide d'élu local.
Plus jeune maire-adjoint d'Île de France à 25 ans,
pendant 18 ans, et 10 ans conseiller régional.
Député puis ministre.

Chef d'entreprise puis avocat.

Une triple expérience pas si courante dans une vie
politique qui donne la primauté aux énarques et aux
fonctionnaires.

Mais je présente surtout aux Français un projet bâti avec
eux, pour eux : L'Âme nord.

Ressouder cette diaspora française si diverse, si
audacieuse.

Car vu des yeux de nos amis Américains ou Canadiens,
leur pays sans les Français ne serait pas leur pays.

Car la France incarne au-delà de ses frontières
l'immatériel, l'intelligence, la recherche, la culture, la
santé, les ingénieurs, la gastronomie, les savoir-faire...
Ce qui donne du sens à la vie, je le constate. Nous
sommes le supplément d'âme de cette Amérique.

Allons-nous mesurer ce potentiel que nous incarnons ?

Allons-nous ranger nos peurs de la mondialisation ?

Allons-nous nous adapter à l'époque ?

Le Think tank, que j'ai créé au lendemain des législatives, a pour vocation de répondre à ces questions existentielles. Concrètement.

Je crois au Benchmarking.

Je mesure la chance de la France d'avoir des porte-drapeaux partout dans le monde.

Ces Français qui aiment la France rêvent de lui rendre ce qu'elle leur a donné.

Ils sont partis pour des raisons diverses. Pour entreprendre. Pour travailler. Pour vivre.

Certains n'ont pas vraiment eu le choix. D'autres ont pris cette décision avec résolution, détermination, en liberté.

La France, au lieu de les rejeter, de les montrer du doigt, doit les écouter, les montrer en exemple.

Car la France qui gagne, ils l'incarnent.

Ils ont tant à nous apprendre. Ils ont tant à nous enseigner.

Réformer notre pays en nous appuyant sur ceux qui la regardent amoureusement, avec du recul.

L'éloignement est un exhausteur d'amour...

C'est avec indulgence qu'ils jugent nos défauts.

C'est avec impatience qu'ils espèrent nos changements.

C'est avec pétulance qu'ils admirent nos chances.

Vu du Canada où l'attente du médecin est si longue, vu des États-Unis où le coût de la médecine est prohibitif, notre système de santé fait rêver.

Vu du Canada où la simplification est une priorité, vu des États-Unis où il est si facile d'entreprendre, le poids des charges et des contraintes fait cauchemarder.

Avec nouveaux-horizons.fr qui a choisi de travailler avec les acteurs plutôt qu'avec les experts, nous voulons mettre cette expérience au service de la modernisation de la France. En proposant aux Français de devenir co-législateurs, c'est un élan nouveau que nous voulons donner à la démocratie française.

Chapitre 2

VERS SOI ET SON ÂME POUR ALLER VERS LES AUTRES

Pour donner aux autres, pour construire il faut être en paix avec soi.

La politique est aussi une course pour soi. Qui est marquée par nos vies, nos parcours, les obstacles rencontrés dès l'enfance. Le nier est faire preuve d'aveuglement.

Mais cette vérité, si elle n'est pas toujours bonne à dire, doit être pesée.

Cette quête de reconnaissance n'est pas toujours accompagnée d'une soif de servir. Or cet attelage est indispensable à la pureté de l'engagement.

Comme tous mes compagnons de route en politique, de droite comme de gauche, j'ai parfois péché par excès d'enthousiasme ou de ressentiment.

Comme eux, j'ai parfois redoublé de vivacité dans mes prises de parole quand la vie me dressait des obstacles infranchissables.

Comme eux, il m'est arrivé de surestimer mes forces, porté par l'élan de la conquête du pouvoir.

Il est deux remèdes à ces exorbitances.

L'exercice de la gouvernance.

Le tutoiement de la mort.

Ces deux antidotes ont croisé mon chemin. Aussi instructifs l'un que l'autre.

Sept embolies pulmonaires et un infarctus pulmonaire ont fait de moi dans les yeux de mon médecin, un miraculé. Sans ces chocs à répétition jamais je n'aurais recentré mon action sur l'essentiel.

Flirter avec la mort amène au refus de perdre son énergie dans l'accessoire.

De ce moment vient ma concentration sur les questions qui taraudent nos compatriotes.

Je décide alors de ne plus nourrir la bourrasque médiatique.

Alors que la mort m'a redonné ma liberté, j'ai enfin le bonheur de servir au Gouvernement.

J'ai attendu cette opportunité d'agir pour les Français plus longtemps que je ne l'avais imaginé.

Les circonstances font parfois voler en éclat les projets, les promesses, les espoirs.

Quand je suis nommé Ministre, je mesure immédiatement la responsabilité qui m'envahit.

J'ai eu la chance de mûrir longuement ce moment. Je suis donc prêt.

Le portefeuille qui m'est confié, outre qu'il est le plus long de la cinquième République, est aussi le plus immergé dans la réalité. Se lance alors une course contre la montre.

Ma feuille de route. Mon livre « [Le Mieux est l'ami du bien](#) », Cherche-Midi, 2011.

Les [comptes rendus](#) des ateliers du changement, fruits de mes rencontres, de mes échanges, de mes expériences dans la vraie vie.

Dès l'équipe constituée, ramassée, efficace, motivée, je plonge dans la réalité des acteurs économiques.

Le patron de PME industrielle, l'artisan, la profession libérale, l'auto-entrepreneur, le restaurateur, l'hôtelier, le commerçant, tous ces Français qui permettent à la France d'avancer.

Trois déplacements par semaine.

Un stage obligatoire en entreprise pour les fonctionnaires des « [Direcctes](#) » (Directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) qui sont sous mon autorité.

Des [assises de la simplification](#) pour lutter contre la paperasse qui étouffe nos entrepreneurs.

Des [assises de l'artisanat, des États-généraux du commerce, une grande loi de défense des consommateurs](#) négociée avec les entreprises et les associations. Le lancement de la [Fête de la gastronomie](#) à l'image de la fête de la musique.

J'avais soif d'agir. Je ne suis pas déçu. Les textes de loi que je bâtis avec mon équipe sont le fruit des échanges avec le terrain. Ils ne sortent pas des tiroirs de l'administration. Je les ai façonnés comme un artisan sur son métier. Avec bonheur. Avec fougue. En donnant mon énergie, ma force, mon expérience, ma créativité, mon influence à tous ces Français que j'admire.

Je le fais avec d'autant plus d'entrain, que j'ai travaillé adolescent sur les marchés forains, obtenu ma première feuille de paie comme chef de rang dans un restaurant, monté mon entreprise à 27 ans, porté la robe à 45 ans et tant admiré toute ma vie ce grand père créateur d'une PME industrielle, emporté à 50 ans.

Ces gens pour qui je me bats au quotidien forcent mon admiration.

C'est alors que mon engagement politique prend tout son sens.

J'aime le pouvoir, car il autorise l'action.

J'aime gouverner, car je veux bâtir.

Ces deux ans au service des Français m'ont ressourcé.

On n'est pas un vrai homme politique tant que l'on n'a pas gouverné.

La mort et la gouvernance m'ont appris l'humilité, la ténacité. Elles m'ont permis d'être en accord avec mon Âme et de m'ouvrir à mon prochain.

Chapitre 3

L'UNITÉ COMME IDÉAL

De Hugues Capet au Général de Gaulle, en passant par Philippe Auguste, Saint-Louis et Philippe Le Bel, l'unité de la France a rimé avec sa grandeur.

Unité géographique, Unité morale, Unité linguistique, fondent la puissance de la France.

La royauté, l'empire ou la République ont su louer l'unité qui surmonta les guerres, les révolutions, les dissensions.

L'unité politique s'est traduite dans l'Union européenne. Elle est le fruit d'une volonté politique. L'unité allemande ou l'unité italienne sont le produit d'institutions. Mais la volonté politique est, là aussi, déterminante dans l'émergence d'un sentiment d'unité nationale.

L'unité de l'Europe est le produit de la guerre en ce que la coopération économique a fait naître puis a solidifié une communauté d'intérêt, avant-garde d'une paix durable.

Quid de l'unité du monde ? Quid du cosmopolitisme ?

Universalité des droits de l'homme. Aide au développement et taxation des billets d'avion. Justice planétaire et cour pénale internationale. Nations unies.

Ce mouvement n'est pas naturel : Défenseurs de l'État-nation, Communistes, Avocats du pluralisme politique : les résistances sont nombreuses.

Pourtant, de la domination Américaine à l'essor des grands pays émergents, l'attractivité mondiale ne se dément pas.

Alors que le monde lui-même tend progressivement vers l'unité, la France peut-elle s'exonérer d'un devoir de mouvement unitaire ?

On ne peut porter un Idéal d'unité pour la France qu'une fois forgée cette unité pour soi-même.

Être dans son unité, renouer avec son Âme, abandonner les énergies négatives qui vous éloignent de l'essentiel, se concentrer sur ce qui rassemble, ce qui unifie.

Seul ce chemin sur soi ouvre les portes de l'unité pour les autres.

Lors des législatives de 2012, je choisis de défendre l'unité nationale.

Pas l'union nationale.

Quelle est la différence ?

Elle est immense.

L'union permet de faire coexister des contraires. Elle est en forçage.

L'unité est cohérence. L'unité est harmonie.

Cette unité, je la défends dans ma circonscription avec l'Âme nord.

Une association qui a pour vocation de réunir des citoyens, engagés ou non, à droite ou à gauche, qui

entendent participer à l'unité de la diaspora française en Amérique du Nord.

Cette unité j'en ai fait le thème de ma [carte de vœux électronique](#) pour 2014.

C'est cette unité qui m'a fait oser le « Chiche » au Président.

C'est au nom de cette unité que je refuse d'entrer dans les querelles de personnes. Au moment de la présidence de l'UMP. Dans ma campagne où je ne porte pas la moindre critique contre mes adversaires. Au dam de mes proches, de mes conseillers, de mes soutiens.

C'est parce que je crois à la force de l'unité que je milite pour une stratégie commune de l'UMP et de l'UDI aux Européennes. Je vais plus loin. Quels que soient nos groupes de rattachement au parlement Européen, je souhaite la création d'un « intergroupe France » qui pourrait même être élargi, à l'occasion, aux francophones et francophiles.

C'est pour faire vivre cette unité que je me refuse aujourd'hui à pratiquer une opposition systématique que je trouve d'un autre âge.

C'est parce que cette unité est essentielle que je suis aux côtés du Président Hollande, dans la délégation invitée par le président [Obama](#) pour une visite d'État qui sonnera comme une pierre supplémentaire à l'édifice si solide de l'amitié franco-américaine.

Cette amitié est indestructible. Elle résiste à toutes les bourrasques de l'histoire et, récemment, à l'épisode irakien qui déclencha un temps un « French bashing » de tous les diables.

Il aura fallu l'engagement du président Sarkozy pour tourner définitivement la page de ce qui fut vécu comme un coup de canif à notre amitié séculaire.

Une adresse au congrès qui fit date.
Des Congressmen ovationnant le Président Français.

Un retour dans l'OTAN qui fut pourtant débattu, décrié souvent injustement. Il est aujourd'hui assumé.

Un engagement en Afghanistan, en Libye contre le terrorisme et pour la liberté. La détermination de la France au Mali, en Syrie et en Centrafrique est dans cette continuité saluée par nos alliés.

La visite d'État du Président Hollande aux États-Unis renforce ces liens d'amitié entre nos deux pays.

Au-delà de la tradition républicaine, je me suis félicité de cette visite car j'ai toujours eu à cœur, parfois contre vents et marées, d'œuvrer pour le [renouveau](#) de cette amitié.

Nos deux pays ont fait le choix d'une « alliance transformée » afin d'aborder ensemble les enjeux du

siècle que sont la sécurité dans le monde, le développement des échanges commerciaux et la lutte contre le réchauffement climatique.

La tribune des deux présidents a reçu tout mon soutien.

Notre engagement dans l'Otan a été heureusement réaffirmé.

La volonté de trouver un accord de libre-échange entre l'Europe et les États-Unis réitérée.

Notre détermination sur les enjeux climatiques renouvelée.

Il s'agit là de perspectives qui doivent nous rassembler, au-delà des clivages politiques.

Mes échanges constructifs sur la Syrie avec le Président Hollande, avant ce déplacement et au cours de celui-ci, sont à inscrire dans cette volonté d'unité nationale.

Comme l'est l'amendement défendu par moi et voté sur la loi de programmation militaire. Grâce au soutien personnel de monsieur Jean-Yves Le Drian. C'est depuis Chicago que nous nous sommes accordés sur ce rendez-vous annuel pour mesurer l'exécution de cette [loi qui construit notre capacité de défense](#).

Notre défense nationale mérite notre unité nationale.

Tirons également les enseignements pour notre système fiscal, de ce qui fait le dynamisme du tissu entrepreneurial français en Amérique du Nord.

Je souhaite que la dimension économique de la visite d'État aux États-Unis permette aux ministres de s'inspirer pleinement de ce qui marche en Amérique du Nord.

Notamment à la veille du vote du « pacte de responsabilité ».

Soutenons la réussite. Réhabilitons le droit à l'échec, il est source de rebond et de succès.

Je me suis engagé sur ces sujets.

Je les défends au Parlement. Je les ai évoqués avec l'Élysée avant le déplacement, avec le gouvernement à l'occasion de la visite d'État.

Je les ai pleinement partagés avec les acteurs économiques présents dans la délégation ou rencontrés au cours du déplacement à San Francisco.

Je me réjouis sincèrement de l'affirmation publique d'une alliance renouvelée et de la conclusion de partenariats dans les domaines de l'environnement, du commerce et de la conquête spatiale.

Je soutiens ardemment les démarches en faveur de la coopération universitaire, de l'État ou de la région Île-de-France.

N'oublions pas, dans ce monde global, que grâce à la formidable communauté des Français expatriés, d'Amérique du Nord, la France peut être aux avant-postes de la mondialisation.

Elle était en tout cas pendant ces trois jours l'objet de toutes les attentions de notre partenaire économique et de défense, privilégié, les États-Unis d'Amérique.

L'accueil chaleureux réservé à la Maison Blanche au Président de la République et à sa délégation dont j'ai eu l'honneur de faire partie, est à la hauteur des enjeux qui sont devant nos deux nations.

Mais ce qui fera date, c'est la sincérité et l'enthousiasme de nos échanges.

Le président Barack Obama et Michelle, la First Lady, ont su partager leur émotion, leur joie et leur espérance.

Merci. Merci. Merci.

Déjà, auparavant j'eus le plaisir, avec mon épouse, de partager le « National Prayer Breakfast » avec monsieur et madame Obama. Un grand moment d'unité.

Nous avons eu plaisir à nous remémorer ce moment, le couple présidentiel et moi-même, lors de nos échanges à la Maison Blanche, sous les yeux du Président Hollande, à l'occasion de cette visite d'État.

Le dîner d'État nous a permis, au rythme enfiévré de Mary J. Blige et de son interprétation de « Ne me quitte pas » d'ouvrir une nouvelle étape de l'amitié entre nos deux nations.

C'est unis que nous pourrons peser sur cette mondialisation qui peut être une chance si nous savons nous appuyer sur nos forces.

J'ai ressenti, en ces jours ensoleillés de février 2014, l'envie d'agir de concert. Il nous faudra demain ne pas oublier cet esprit de Washington, un esprit d'unité qui fera date. Si nous le voulons.

C'est enfin au nom de cette unité que je me refuse dans la préparation des prochaines échéances à me laisser guider par la facilité.

J'entends parfois les qualificatifs pleuvoir. Naïf. Candide.

Tout au contraire, je ressens dans tout mon être quand je partage avec les Français de tous horizons, cette soif d'unité. Ce ras-le-bol des affrontements stériles, des divisions artificielles, des combats de coqs.

Nombreux sont ceux qui ont noté qu'au retour de ce déplacement, [l'Élysée a salué publiquement mon « esprit républicain »](#).

À de rares exceptions près, tous ont compris ma détermination à privilégier ce qui nous rassemble.

À droite comme à gauche, abandonnons la facilité de prendre pour cible tel ou tel. Une catégorie contre une autre. Au lieu d'exclure, d'opposer, de différencier : Rassemblons. Unifions.

La France a envie d'unité. Car elle le sait, c'est unie qu'elle saura dompter la mondialisation.

Chapitre 4

LA GLOBALISATION EST NOTRE CHANCE

« Je suis citoyen du monde » disait si justement Socrate.

Les progrès techniques font de notre monde un espace minuscule.

Les progrès démocratiques offrent à de plus en plus de citoyens une liberté immense.

Les échanges, le partage, en sont facilités.

La révolution que vit le monde est une chance. Le temps et l'espace n'ont plus de limites perceptibles. L'économie et les rapports sociaux sont en pleine restructuration.

Des gisements inépuisables de richesses se créent dans l'économie du partage (les voitures, les appartements, les objets...).

Chaque homme et chaque femme savent qu'un nouveau confort est aujourd'hui à leur portée.

Cette globalisation, nous en ressentons tous les bénéfices. Nos vies en sont changées.

Personne n'est prêt à sacrifier ce progrès incommensurable. Internet. Le téléphone portable. Les transports low-cost. Le prix collectif de ce mieux-être individuel est une adaptation de nos modes de travail, de vie.

Arrêtons de faire croire aux citoyens qu'en refusant l'internationalisation, qu'en nous repliant sur nous-mêmes, nous pouvons nous sauver.

Ce n'est ni rabougris, ni ramassés, encore moins ratatinés que nous pourrions dompter la mondialisation.

Qu'il me soit permis de m'inscrire en faux contre la mise en cause unanime des délocalisations.

Toute ma jeunesse j'ai entendu les intellectuels dénoncer l'accaparement des richesses par un petit nombre de pays industrialisés. Dont la France. Et l'abandon des peuples des pays en voie de développement à la misère.

Depuis les années 90, la mondialisation, les délocalisations permettent un rééquilibrage de ce monde.

Certes, il nous demande de nous adapter. Soit, c'est difficile.

Mais l'égoïsme mondial dans lequel nous nous prélassions était-il durable ?

La France a-t-elle un rôle à jouer dans ce monde en mutation ?

Notre pays, descendant des lumières, a une carte maîtresse à abattre. Un message universel à porter. Celui de l'innovation...

Les produits allemands savent rimer avec solidité.
Les produits français doivent rimer avec innovation.
Ce doit devenir notre marque de fabrique.

Notre pays est celui de l'immatériel.
Sachons jouer de notre centralité.
Notre centralité géographique qui au sein de l'Europe nous rend incontournable.
Notre centralité philosophique qui depuis les lumières nous permet de briller dans le monde.

Osons la francophonie des affaires. Soutenons les langues régionales. Le breton. L'alsacien. Le corse. Mais aussi le [paw paw dans le Missouri](#).

C'est avec des racines vivantes que nous développerons un feuillage conquérant. Français, francophones et francophiles forment une cohorte immortelle.

Investissons dans nos territoires d'outre-mer, véritables porte-avions de la France dans un domaine maritime que grâce à eux nous dominons. Construisons des politiques régionales ambitieuses.

Appuyons-nous sur les 3 millions de Français qui font la France à l'étranger.

Sur les 170 millions de francophones. Les 400 millions de locuteurs d'une des 5 langues les plus vivantes, les plus puissantes du monde. Et même [750 millions en 2050](#), si l'on en croit le magazine Forbes qui fait du français la future première langue mondiale. L'une des langues qui progresse le plus après le chinois. [La nôtre](#).

Le débat d'un autre âge sur l'exil des forces vives maladroitement entretenu par ma propre formation politique, à notre grand dam à monsieur Thierry Mariani et à moi-même, nous a conduit à [réagir publiquement](#).

J'ai fini par intégrer une commission d'enquête parlementaire sur « [L'exil des forces vives](#) », dont je désapprouvais la création pour faire entendre une voix actuelle et optimiste en l'avenir.

La France reste un pays conquérant, dans ses gènes, qui ne doit pas réinventer je ne sais quelle ligne Maginot pour se rassurer.

Il nous faut au contraire déployer nos forces à l'international.

Osons la diplomatie économique offensive.

Unifions la stratégie des acteurs économiques français, chambres de commerce françaises locales, conseillers du commerce extérieur avec celle des représentants de la diplomatie économique nationale, Ubifrance, Invest in

France, Atout France et les missions économiques. J'ai lancé une initiative expérimentale en ce sens dans la circonscription de Chicago avec le soutien actif du consul et la coopération de la chambre de commerce.

Le ministre des Affaires étrangères m'a confirmé son accord pour soutenir cette initiative. Lui, qui maintenant a la responsabilité officielle du développement économique de la France à l'international, a compris l'intérêt de ces nouvelles synergies.

L'intelligence. La gastronomie. Les savoir-faire. La France les incarne dans ce monde qui tourne de plus en plus vite et qui a besoin de sens.

C'est notre chance. Saisissons-la. Quittons nos peurs.

Notre jeunesse, qui regarde au loin comme ces jeunes matelots qui s'embarquaient pour l'aventure sur les gros bâtiments au XVII^e et au XVIII^e siècles. Les jeunes explorateurs du XXI^e sont l'avenir de la France.

Pas de repliement sur soi. La France n'est pas une île. Soyons conquistadors...

Unis nous trouverons la force.

Mais notre devoir de lucidité est immense.

L'enjeu de la gouvernance du futur est autant dans le courage que dans l'équilibre.

Le courage, car sur la réduction de la dépense publique le seul chemin est celui des réformes en profondeur.

Nos amis Canadiens, emmenés par le Premier ministre Jean Chrétien ont fait ce chemin dans les années 90.

L'équilibre, car notre pays souffre des coups de barre idéologiques à répétition depuis les années 80.

Responsabilité. Le mot du Président de la République est bien choisi. Je le reprends volontiers à mon compte. Mais donnons-lui de la chair.

Chapitre 5

UN PACTE TRIPARTITE DE RESPONSABILITÉ ÉTAT/CITOYENS/ACTEURS ÉCONOMIQUES

La baisse des charges pour être efficace doit être de grande ampleur.

Elle doit se traduire par une baisse qui profite tant à l'entreprise qu'au citoyen.

C'est un « nouveau contrat social » avec les Français qui doit être passé. Pas simplement une négociation entre partenaires sociaux. Ce serait loin d'être à la hauteur de l'enjeu.

Dans un récent [sondage](#), pour la première fois les Français sont prêts, très majoritairement, à réduire leurs prestations pour que l'on réduise leurs impôts. Et encore récemment, ils confirment leur [volonté de réforme](#) de notre modèle.

Avec Nouveaux Horizons, nous avons donc lancé une grande consultation des Français sur un certain nombre de réformes dont on peut attendre des économies substantielles, qui permettront de réduire à due concurrence les impôts et les charges.

L'objectif est une baisse de 20% de charges (patronales et salariales) sur le salaire net dont le produit sera réparti pour moitié dans une hausse directe du salaire et pour l'autre dans l'augmentation de la capacité d'embauche et d'investissement de l'entreprise. Il faut combiner politique de l'offre et politique de la demande.

Une entreprise embauche si, parce que compétitive, elle est en mesure de répondre à une demande croissante.

Cette baisse de charges, équitablement répartie entre acteurs économiques et citoyens ne doit pas être prétexte à augmentation de la dépense publique. Moins encore de l'impôt. Elle serait alors un coup pour rien.

Son financement passe par une baisse drastique de la dépense publique et un transfert sur les produits importés par le biais d'une hausse du taux normal de TVA.

Ni sur le taux intermédiaire malencontreusement augmenté il y a quelques mois, qui pèse sur les services cofinancés par subvention publique, comme par exemple les transports ou les services non délocalisables, comme le bâtiment et la restauration. Une erreur qui coûte cher.

Ni, bien sûr, sur le taux minimum qui pèse sur les produits de première nécessité et donc sur les plus modestes de nos compatriotes.

Ceux-ci ont déjà perdu l'équivalent d'un treizième mois avec la re-fiscalisation des heures supplémentaires. Une

faute. On ne s'attaque pas à un acquis social vertueux au plan économique.

Car le travail doit être récompensé dans notre société.

Car il est la pierre angulaire du progrès individuel et collectif.

C'est ce qui a motivé l'écriture, pendant que j'exerçais ma fonction ministérielle, au gré de mes si nombreux déplacements sur le terrain, trois par semaine au minimum, d'un ouvrage qui lui est entièrement consacré : [Le travail aujourd'hui](#), Cherche-Midi avril 2012.

Comment ne pas inscrire le travail au cœur du pacte de responsabilité qu'il faut à la France ?

Un pacte passe par des engagements. Clairs. Ambitieux. Réalistes.

Après les élections municipales, le Président de la République s'est rallié, comme le Parti socialiste, à ma proposition de baisse des charges qui pèsent sur le salarié. C'est une avancée. Même si on est loin du 50/50 que je préconise.

A été ajouté le mot solidarité. Je n'en vois pas l'utilité, autre que celle du clin d'œil à l'électorat populaire. Pire, je mesure le danger de limiter ce mouvement uniquement aux revenus des smicards. Voilà un nouveau risque de trappe à pauvreté. Le Premier ministre Manuel Valls dont j'ai apprécié le discours lors du débat sur la confiance, ne m'a pas convaincu sur ce point. Je souhaite qu'il renoue

avec l'audace que je lui reconnais. Ce sont tous les salariés qui doivent être concernés, y compris les hauts revenus. L'enjeu n'est pas la meilleure répartition des richesses à travers ce dispositif, mais l'augmentation du salaire direct en France.

Pour renforcer notre attractivité.

J'ai écrit au Premier ministre, au lendemain du vote sur la confiance, un mot que je peux dévoiler sans aucune gêne tant il correspond à ce que je crois nécessaire pour inventer la nouvelle démocratie que j'appelle de mes vœux :

« ...Sur le pacte, je suis prêt à participer à une initiative positive et constructive. »

Voici la position que j'ai diffusée hier :

« Connaissant l'homme Manuel Valls Premier ministre et, l'ayant attentivement écouté, je dis pourquoi pas ? Je prendrai ma part constructive des discussions parlementaires à venir.

Après réflexion et à l'écoute de ce débat de confiance, soutenant pleinement les Français, je décide, en conscience, de voter Non, contre le spectacle donné par une Gauche et une Droite que les Français ne veulent plus en l'état.

Ce n'est pas un vote de défiance contre le Premier ministre, mais contre ce système politique qui ne s'occupe plus des Français. En tant qu'homme de droite, je dis à la majorité qui nous gouverne il y a urgence... À l'opposition qu'il nous faut proposer. Agir. Dans l'unité... »

Il ne m'appartient pas de dévoiler sa réponse. Mais je veux affirmer ici, combien j'ai apprécié sa main tendue à l'opposition. C'est une démarche moderne que je soutiens pleinement. De même que lors de ce débat, je me suis retrouvé dans les paroles fortes et imagées de mon collègue, non inscrit, [Jean Lassalle](#).

J'ai regretté que la pensée de mon groupe soit incarnée par une parole indigente, verrouillée le matin même, sans rapport avec l'intervention du Premier ministre. Cela ne grandit pas la politique. Nous avons besoin d'authenticité. De modernité.

Pire, pendant le débat sur mon iPhone s'affichait : « Les Copéistes dévoilent les factures d'hélicoptères de Fillon ». Réponse à la mise en cause de la veille du Président de l'UMP par l'ancien Premier ministre.

Quelle déchéance. Voilà à quoi l'énergie des uns est mobilisée contre les autres.

Alors que se joue l'avenir de la France et des Français, je suis le seul, droite et gauche confondue, à attendre le discours du Premier ministre pour me prononcer en mon âme et conscience. Certains me l'ont reproché.

Ce serait trahison que d'envisager un vote positif à un débat qui engage la politique de la France... Ils sont certes minoritaires. Je ne leur en veux pas.

La politique fonctionne trop par réflexes là où les raisonnements devraient prendre le pas...

J'ai souri en me rendant à un déjeuner le jour de ce vote de confiance.

À pied...

Les regards des Françaises et des Français croisés sur mon chemin, les bonjours, me disaient combien j'avais eu raison de parler en vérité. Sans cette sacro-sainte langue de bois qui fait tant de mal à la démocratie. En liberté face au caporalisme pavlovien qui tourne le dos à toute avancée positive pour la France si elle vient du camp d'en face.

Cette complicité avec nos compatriotes, je veux en faire le ferment d'une nouvelle gouvernance.

C'est ce qui m'amène en réponse à une [question](#) du journaliste Yves Thréard, à lui affirmer clairement que mon objectif n'est pas d'entrer dans un Gouvernement socialiste. Mais qu'en homme de droite actuel, je veux, alors que la gauche se dresse contre lui, faire réussir le virage « libéral » qui est proposé par le nouveau Premier ministre à une France exsangue.

Mettant en concordance mes actes avec ma parole, je vote le pacte de stabilité, c'est-à-dire les 50 milliards de réduction de la dépense publique. Non sans désaccords. Mais comment ne pas l'avouer, il m'est arrivé, comme à tous mes collègues parlementaires, de voter des textes de ma propre majorité avec lesquels je n'étais pas à 100% en accord. C'est le lot du fait majoritaire.

Alors, même si je regrette l'absence de réformes volontaristes, je préfère les gels et rationalisations proposées courageusement par le Premier ministre, aux

hausse d'impôts vertigineuses qui étaient devenues le réflexe de ce quinquennat.

Je vote oui à la rupture avec les deux premières années du quinquennat.

Je vote oui au changement de cap combattu en interne par une certaine gauche désabusée et aveuglée par ses vieilles lunes.

Je vote oui à un axe bénéfique pour la France.

Pourquoi j'ai décidé de voter « [Oui... mais](#) » le 23 avril 2014.

Je ne suis pas le seul à plaider pour cette ligne responsable. Le commissaire européen [Michel Barnier](#) le dit sans ambages.

[Quelques députés de l'opposition](#) votent ou s'abstiennent. Mais il faut aller plus loin. Ne pas se contenter de changer de cap. Il faut maintenant prendre le vent de la réduction de la dépense par la réforme.

Je suis finalement le seul à voter « [Pour](#) » à l'UMP. En [duplex à BFMTV](#) le 29 avril 2014, dans un échange avec Ruth Elkrief, je propose un « Pacte de sincérité » aux hommes politiques de droite et de gauche.

Le lendemain à [TV5 Monde](#), je souligne le [non-sens](#) du spectacle donné à l'Assemblée Nationale sur le plan d'économie : une droite qui globalement approuve, mais vote non; une gauche qui globalement réproouve mais

vote oui. Et l'on reproche aux abstentionnistes de se désintéresser du débat public...

La stratégie du « chaos » qui anime ma famille politique est vouée à l'échec. Si ce n'est à l'échec de l'élection présidentielle qui peut toujours être gagnée par défaut... à l'échec de la réussite de la France.

Des Français qui m'arrêtent dans la rue pour m'encourager.

Car ce vote, ils ne s'y trompent pas, c'est pour répondre à leur demande massive, si ce n'est unanime, que je l'ai « osé ».

Pour tous ces abstentionnistes qui ne se reconnaissent plus dans le « système des Partis » que dénonçait déjà le Général de Gaulle. Pour ces Français à qui j'ai décidé de donner l'exclusivité.

Les pistes que vous pouvez découvrir, commenter et amender sur le site « nouveaux-horizons.fr » ne sont ni définitives, ni exhaustives. Elles sont à discuter avec les Français. À compléter. À bonifier.

Certaines d'entre elles ne recevront pas l'assentiment des Français. D'autres, si. Mais c'est, enrichies des contributions des Français, que je déposerai les propositions de loi ou de résolution sur le bureau de l'Assemblée Nationale.

Au-delà de cette initiative que j'ai décidé de lancer avec le Think tank que je préside, j'appelle de mes vœux un

grand débat national, organisé dans les préfectures et un questionnaire obligatoire envoyé par mail à chaque Français, ou joint à la feuille d'impôt ou à tout document supportant l'attribution d'un droit social.

Ainsi nous aurons un référendum grandeur nature qui permettra d'engager la décrue fiscale que les Français attendent désespérément.

Les Gouvernants n'agissent qu'avec une épée dans les reins. Avec Guy Carcassonne, nous avons rédigée la « [règle d'or](#) » à la française. Je ne réussis à convaincre sur mon amendement repoussé en 2007, qu'une fois les ravages de la terrible crise mondiale de 2009.

Aujourd'hui je propose une « règle de platine ».

L'interdiction pour tout gouvernement, de droite ou de gauche, de dépasser la moyenne des prélèvements obligatoires européens. 39,9% à comparer au record historique en France, 46,5%. J'ai lancé une [pétition](#). Pour aboutir à un référendum.

Les Français doivent être consultés.

Comme sur les grands éléments qui fonderont un pacte de responsabilité.

Si l'INSEE décrypte cette consultation nationale, chacun devra tenir compte de l'avis des Français, des acteurs, de la réalité de la France d'aujourd'hui.

Nos compatriotes de l'étranger, inscrits dans les consulats, devront eux aussi être interrogés.

Nous devons réinventer la démocratie.

Les syndicats, les élus ne peuvent se substituer au peuple sans connaître parfaitement les aspirations, la volonté profonde de ce dernier.

Il ne s'agit pas de faire du suivisme, mais d'impulser en prenant la température régulièrement.

C'est une attitude gaulliste que je souhaite que nous puissions collectivement adopter, cherchant la légitimité de la décision politique chez les Français eux-mêmes en privilégiant le rassemblement et l'unité.

Pas un Président de la République depuis le Général n'a eu le courage de mettre son destin entre les mains du peuple sur une réforme vitale.

Le peuple peut se tromper. C'est alors sa responsabilité.

Car responsabilité est bien le mot-clé d'une démocratie moderne et apaisée qui passe par le contrat entre un peuple et son représentant.

Ainsi, la majorité sera tenue de respecter la volonté du peuple.

Ainsi le Conseil constitutionnel sera tenu lui aussi de la respecter.

Réinventons la légitimité populaire.
Sachons écouter le peuple. Apprenons à faire sa volonté.

Alors tout est permis pour la France.
Dans un monde en quête de sens, notre pays peut à nouveau retrouver un rôle de guide. Soyons ainsi à la hauteur de nos ancêtres qui ont bâti, au long des siècles, une nation d'exception.

Chapitre 6

DONNER LA PRIORITÉ AUX FRANÇAIS

Les élections municipales de 2014 sont le reflet de l'effet boomerang des méfaits politiques qui se succèdent inexorablement. Les écoutes illégitimes, les promesses sans lendemain, les évitements en tout genre insupportent nos compatriotes. Comme je les comprends.

Record historique d'abstention en France.

Record historique de triangulaires avec le Front national.

Record historique de votes blancs.

Les Français savent qu'ils ne sont plus la priorité des diverses formations politiques. Pas plus de la mienne que des autres.

Les Français ne tolèrent plus de se faire divertir, au sens premier du mot. C'est-à-dire se faire détourner de l'essentiel.

Depuis des mois les débats se succèdent au Parlement, sur des sujets certes importants, le mariage homosexuel, la procréation médicalement assistée, l'euthanasie, le droit de vote des étrangers, le sexisme..., mais pas

prioritaires pour des Français qui n'arrivent plus à boucler leur fins de mois.

Ma proposition sur le cadre juridique pour les animaux de compagnie qui sont considérés comme des choses et non des êtres vivants dans le code civil, peut être rangée dans cette catégorie. Bien que parfaitement légitime et de bon sens, elle ressort au plus mauvais moment du débat public. Nous sommes en pleine discussion sur le cap à donner à la France. C'est la magie du débat parlementaire. Il aura suffi qu'un député reprenne ma [proposition de résolution](#) sous forme d'amendement pour que le débat démarre sur les chapeaux de roues.

Emballement médiatique. Le philosophe [Luc Ferry pose une parole sage](#).

J'accorde une [interview à l'Express](#), pour mettre les points sur les « I », mais refuse les propositions d'émissions de télévision et de radio. Je refuse de nourrir ce débat à ce moment-là.

Je veux me concentrer sur l'essentiel qui mobilise les Français.

Quel cap économique pour la France ?

Dès le lundi suivant le premier tour des élections municipales, à [Mots-Croisés](#) sur France 2, j'appelle à un réveil démocratique.

Nous devons bâtir une nouvelle démocratie, un nouveau regard économique, un nouveau regard sur l'éducation, un nouveau regard sur le vivre ensemble, la violence et la tranquillité publique.

La majorité ne pense qu'à sauver les meubles. Elle est dans le déni de réalité. Sort de sa poche l'ultra usé « Front Républicain ».

L'opposition qui ne parvient pas à se sortir de l'invective et de l'opposition stérile est, elle aussi, dans le déni de réalité, sort de sa poche le « Ni-Ni ».

Deux trompe-l'œil qui passent au-dessus de la tête des Français...

Une fois de plus, ils ne sont plus prioritaires.

Ils ont beau s'égosiller, boudier, rien n'y fait. Opposition et Majorité restent sourdes.

Quel spectacle navrant.

Derrière le masque de la victoire apparaît la France du désespoir.

Nous devons redonner la priorité aux Français.

La vague bleue du deuxième tour *recouvre* une France désespérée qui n'a pas confiance en nous.

L'Opposition comme la Majorité sont sourdes aux cris des Français.

Les Français doivent redevenir Prioritaires.

Je n'hésite pas à le dire : s'il faut remanier le Gouvernement, il faut tout autant remanier l'Opposition. Mais remanier doit signifier refondre, pas simplement corriger.

Alors j'ai décidé de parler haut et fort. En liberté. De dire tout haut ce que tant d'élus de terrain pensent tout bas. De me faire le porte-voix de cette France qui se désespère. Elle attend cette France que l'on se batte pour elle plutôt que pour nous. La droite française serait inspirée à l'heure de la soif d'alternance du peuple français de ne pas l'oublier. Notre pays, à force de victoires par défaut, perd sa vitalité démocratique.

Vous êtes ma priorité. Avec nouveaux-horizons.fr, je vous propose de devenir co-législateur. Sur toutes les questions qui vous taraudent. Fiscalité. Sécurité. Éducation. Immigration... Changeons notre pays, changeons l'horizon de notre jeunesse.

Ensemble nous pouvons reconstruire un espoir pour vous.

Conclusion

Si j'ai volontairement terminé ce message aux Français en constatant qu'ils ne sont plus prioritaires dans le débat public.

Si j'ai dessiné les contours du pacte de responsabilité que j'appelle de mes vœux.

Si j'ai délibérément repris le vocabulaire de l'actuel Président de la République. En enrichissant le contenu de ce concept. En ne faisant pas miens les ajouts lexicaux de lendemain de défaite électorale.

Si j'ai appelé chacun à se montrer digne de notre glorieux passé.

Si j'ai décidé de faire des Français ma priorité.

C'est que notre pays n'a pas le temps d'attendre 2017. Que l'intérêt général doit l'emporter sur les égoïsmes partisans.

Les acteurs économiques sont aux abois.

Les jeunes diplômés ne trouvent pas de travail à la hauteur de leur investissement et de leurs légitimes

aspirations. Des pans entiers de la jeunesse de France se sentent abandonnés par leur pays, laissés sur le bord du chemin de la réussite.

La France qui doute a besoin de cette unité dont je défends l'exigence.

Nous devons être quelques-uns à donner l'exemple.

[Voter un texte](#) présenté par un Gouvernement et une Majorité auxquels je n'appartiens pas. Je l'ai fait avant même le tournant du « chiche ».

Je n'ai pas hésité à le faire, depuis, sur un [texte encore plus symbolique](#).

« Je fais le serment de voter, comme représentant du peuple, ce qui est bon pour la France. Bon pour les Français. D'où que vienne la proposition. Quelle que soit son origine. »

Voter la confiance. Je serai toujours prêt à le faire sur un texte aux contours précis qui est le fruit d'une vraie écoute. D'un échange entre la Majorité et l'Opposition. Entre les représentants du peuple. Pas entre les porteurs d'une ligne partisane. L'exercice impossible de conforter une majorité qui regarde ses intérêts électoraux avec une opposition qui fait de même, n'est pas réalisable, quels que soient la volonté et le talent du Premier ministre.

On l'a vu.

C'est la raison pour laquelle j'ai demandé la réunion du Congrès à Versailles pour que le Président s'adresse comme il en a maintenant le [droit aux députés et sénateurs](#) réunis.

« Chacun devra faire face à ses responsabilités. »

C'est la raison pour laquelle j'ai demandé par [courrier](#) au Président de l'Assemblée Nationale, la constitution d'une mission d'information parlementaire qui permette à la droite et la gauche de travailler concrètement sur le pacte de responsabilité.

C'est la raison pour laquelle j'ai lancé une consultation républicaine avec Nouveaux-Horizons tout en appelant de mes vœux une véritable consultation nationale.

C'est la raison pour laquelle je n'hésiterai pas à travailler sur des mesures concrètes avec l'actuel Premier ministre.

À ceux qui dans ma famille politique, à nos élus, nos militants, qui peuvent douter de cette démarche.

Qui à juste titre me rappellent les attaques incessantes qui pleuvaient sur Nicolas Sarkozy pendant son quinquennat.

Qui me soulignent la faiblesse de l'exécutif aujourd'hui.

Qui espèrent que nous prenions notre avantage politique.

Je veux dire :

Notre devoir d'unité dépasse ces vérités.

Pensons à la France.

Unis, nous pourrons enfin nous projeter dans le XXI^e siècle, dans la mondialisation.

Revenir à l'essentiel. Être lucides, fiers et confiants.

Ressourcez-vous.

Ressourçons-nous.

Donnons aux Français la priorité.

Ils le méritent tant...

Vous le méritez tant mes chers compatriotes.

Ma priorité c'est vous.

Table des Matières

Prologue	4
Chapitre 1 VERS DE NOUVEAUX-HORIZONS	16
Chapitre 2 VERS SOI ET SON ÂME POUR ALLER VERS LES AUTRES	20
Chapitre 3 L'UNITÉ COMME IDÉAL	25
Chapitre 4 LA GLOBALISATION EST NOTRE CHANCE.....	33
Chapitre 5 UN PACTE TRIPARTITE DE RESPONSABILITE ÉTAT/CITOYENS/ACTEURS ÉCONOMIQUES	39
Chapitre 6 DONNER LA PRIORITÉ AUX FRANCAIS.....	50
Conclusion	54

Vous avez apprécié « Vous êtes prioritaires »... vous souhaitez le noter, donner votre avis, le recommander à vos amis, merci de cliquer sur UPblisher.com

Si vous en partagez la philosophie, vous pouvez faire un don de 4 euros pour le Think Tank de Frédéric Lefebvre [Nouveaux Horizons](#).

Frédéric Lefebvre vous en remercie.